
COMPTES RENDUS

C. Karlsson, B. Johansson and R. Stough, *Industrial Clusters and Inter-Firm Network*, Edward Elgar, 2005.

Pour les auteurs un *cluster*, ou agglomération industrielle, est le groupement géographique de plusieurs firmes appartenant à la même industrie donnant lieu à la création de rendements croissants générés par différents types d'interactions. Les interactions ne sont pas toutefois spécifiques à un cluster, il y a des interactions entre clusters, entre régions ou encore entre nations. Qu'est-ce qui fait qu'une interaction est localisée, alors qu'une autre se réalise sur longue distance ? Quels sont les facteurs qui contribuent à la localisation et la concentration des interactions. Le projet de construire une théorie des réseaux ou des dusters à partir de cette notion d'interaction est apparemment séduisante.

Les nœuds ("nodes") connectés entre eux sont les éléments basiques d'un réseau. Ces interrelations définissent la structure spécifique d'un réseau. Bien entendu ces nœuds renvoient à des agents économiques. Une économie de marché est organisée à travers différentes liaisons entre agents économiques qu'il s'agisse de relation entre agents plus ou moins anonymes, ou de relation entre agents se connaissant bien. Quelques caractéristiques importantes des réseaux retiennent l'attention : 1) ces relations entre nœuds ont une direction (relations mutuelles et équilibrées ou de dépendance), 2) chaque nœud a une fonction spécifique qui dépend des corrélations avec les autres nœuds, 3) chaque réseau est interconnecté à d'autres réseaux, 4) un processus de "path dependency" existe : les relations dans le réseau à un moment dépendent des relations antérieures. Les propriétés économiques des clusters peuvent être maintenant analysées. Les réseaux inter-firmes tendent à connecter entre elles différentes firmes ou organisations. Les auteurs avancent à ce propos que pour expliquer la formation de tels réseaux il est nécessaire de faire référence à la théorie des coûts de transaction et à la théorie des contrats (p. 4). Cela est fondé sur le fait que chaque échange repose en principe sur un contrat explicite ou implicite. Toutefois il est précisé que les contrats sont pratiquement toujours incomplets. C'est dire qu'ils ont besoin d'autres éléments comme la confiance, l'engagement mutuel etc. (p. 5). En d'autres termes les institutions jouent un rôle fondamental dans le fonctionnement des réseaux inter-firmes. Les auteurs avancent justement que ces réseaux introduisent de la "rigidité" et des éléments de structure dans les relations d'une économie de marché (p. 5). On pourrait dire aussi que l'économie de marché ne peut fonctionner que par son contraire (le non marché), mais les auteurs ne vont pas jusque là. Pour les auteurs, les relations de réseaux entre firmes (qui constituent une part importante de toutes les interactions dans une économie moderne) visent à réduire les coûts de transaction (p. 6).

Les premières contributions de cet ouvrage sont d'ordre analytique. Dans le chapitre 2 Gordon et McCann mettent en évidence, via leur enquête,

l'importance des relations avec des secteurs non industriels. Dans le chapitre 3 Albino, Carbonara et Giannocaro étudient les districts industriels comme des systèmes complexes adaptatifs en ayant recours à un modèle de type "agent-based computational". Dans le chapitre 4, Buendia élabore des prédictions à l'aide de la théorie de la dynamique des systèmes. Il souligne qu'au cours de sa croissance, le cluster s'accroît en termes de complexité. L'intérêt majeur de la contribution de Johansson (chapitre 5) réside dans la typologie ou la classification d'externalités qu'il propose (p. 119-122) qui devrait retenir l'attention des chercheurs. Dans le chapitre 6 Albiro, Kühtz et Scozzi livrent le message suivant : au sein des districts industriels les dimensions sociales et les mécanismes économiques sont intimement connectés, ainsi qu'avec les problèmes de développement durable.

La seconde partie rassemble des contributions plus empiriques. Pandit et Cook (chapitre 7) soulignent les différents avantages des clusters en particulier ceux relatifs à l'innovation : les effets de réputation, l'accès à une main-d'œuvre qualifiée (travailleur de la connaissance), la proximité avec les clients aux besoins sophistiqués¹. Strom et Merdem (chapitre 8) étudient la relation entre la spécificité des actifs et le choix des mécanismes de gouvernance dans le cadre d'une seule industrie. Leurs résultats sont conformes aux prédictions de la théorie des coûts de transaction, les actifs ayant une spécificité forte associée à des potentialités d'opportunisme conduit à l'intégration verticale. Fuchs et Korch (chapitre 9) montrent que les caractéristiques des interactions et du comportement des réseaux aux premiers stades de la fondation des firmes, d'une part, et l'évolution du secteur, d'autre part, ont une influence fondamentale sur les tendances spatiales des activités économiques dans les biotechnologies et l'industrie du multimédia. Dans le chapitre 10 Litzenberg et Stenberg conduisent une étude empirique sur les clusters régionaux en Allemagne et leur environnement entrepreneurial. Yang et Stough (chapitre 11) analysent des clusters de la région de Baltimore ; ils testent les relations entre la proximité fonctionnelle des firmes et leur proximité spatiale. Ils indiquent que cette relation peut varier d'un secteur à un autre. Alecke, Alsleben, Scharr et Untiedt (chapitre 12) montrent qu'il n'y a pas de relation générale entre agglomération et recherche-développement (ou les activités de haute technologie).

La troisième partie présente des études de cas sur les secteurs de biotechnologie (chapitre 13), sur le comportement de réseaux en Chine (chapitre 14), sur les secteurs des bio-instruments (chapitre 15). Les deux derniers chapitres tirent des implications pour les politiques publiques.

Christian Le Bas
LÉFI, Université Lumière Lyon 2

¹ Les "consommateurs d'avant-garde".

G. Maier and S. Sedlack (eds.), *Spillover and Innovation. Space, Environment and the Economy*, Springer Wien New-York, 2005.

G. Maier et S. Sedlack définissent les perspectives de cet ouvrage dans l'introduction. La thématique "Région et connaissance" renvoie à des problèmes essentiels, abordés depuis longtemps par les grands auteurs de l'Économie politique. L'espace n'est pas uniformément occupé par les activités économiques (y compris les activités de connaissances²), au contraire celles-ci sont plus particulièrement localisées dans certains territoires, des pôles de développement économique apparaissent. Ce sont des externalités spatiales qui poussent à la concurrence imparfaite et à l'agglomération des activités. La prise en compte des externalités constitue un changement de paradigme (p. 11), c'est accepter un système économique non linéaire (ou qui ne peut être modélisé de façon appropriée par un modèle linéaire et des effets d'échelle). Avec des externalités, on ne peut considérer que les agents connaissent se suffisent des prix pour élaborer des décisions correctes (p. 12). Le système est influencé par un grand nombre de facteurs et de façon très complexe. Le système est moins prédictible. De façon intéressante, les éditeurs rejoignent certains présupposés de l'approche évolutionniste moderne, lorsqu'ils notent : les agents économiques apprennent au sujet des contraintes, utilisent leurs connaissances et leur créativité pour saisir de nouvelles opportunités (p. 12). Il n'est pas étonnant que l'hétérogénéité des agents, des produits et des structures spatiales, constitue une source constante de défi, d'inspiration et d'innovation (p. 13).

Les différents chapitres de l'ouvrage traitent d'une façon ou d'une autre de théories découlant de cette notion d'externalités. S. Wang et P. Nijkamp étudient l'interaction entre le système économique et le système écologique. Ils aboutissent à une typologie des externalités selon qu'elles soient unidirectionnelles ou multidirectionnelles dans un système économique environnemental ouvert. D. Gumprecht, N. Gumprecht et W. Müller utilisent une idée de Coe et Helpman (1995) concernant les *spillovers* internationaux. Toutefois ils montrent que l'hypothèse que la productivité totale des facteurs (PTF) dépende des dépenses de RD interne et externe est seulement en partie validée. Le savoir importé semble n'avoir aucun effet sur la PTF bien que d'autres analyses aboutissent au résultat contraire. La raison de cette différence pourrait être le niveau d'agrégation auquel l'analyse est menée. M. Goldstein et C. Renault estiment la contribution des universités américaines au développement économique régional. Ils distinguent différents mécanismes par lesquels les universités influencent le revenu régional par tête. Les universités génèrent des *spillovers* de connaissance sur l'environnement régional d'importance modeste comparée aux autres facteurs (p. 87). A. Varga, L. Anselin et Z. Acs étudient les activités d'innovation aux États-Unis en utilisant la fameuse fonction de production de connaissances élaborée par Z. Griliches (1979, 1986). Ils montrent qu'à court terme (à l'horizon de trois ans) peu de changements importants se produisent dans les

² Recherche-développement, ingénierie, conception.

systèmes locaux d'innovation. De plus les différences, dans les trends de production de connaissances des principales régions américaines, ne proviennent pas de changement dans la distribution spatiale des activités locales d'innovation (p. 101). P. Townnoe discute les récents développements des politiques du gouvernement britannique concernant la prise en compte des facteurs environnementaux dans la définition et l'évaluation des politiques environnementales. M. Gindl et F. Wukovitsch présentent une contribution ayant trait au partenariat dans le champ du tourisme urbain durable. E. Feser étudie les politiques d'innovation locales aux États-Unis ou en Amérique Latine, notamment en rapport avec le concept de cluster de Porter. E. Bergman et V. Schubert discutent de quelques thèmes qui traversent ce livre de manière à mettre en évidence certaines implications en termes de politique promouvant les externalités positives, et pouvant réduire celles qui se trouvent être négatives. Ils plaident pour une recherche qui intégrerait des concepts multi-disciplinaires (p. 173).

In fine, compte tenu de l'importance des externalités spatiales dans le développement régional, les thèmes et sujets traités dans ce livre sont à même de contribuer à une meilleure compréhension des stratégies des acteurs et des politiques locales et nationales.

Christian Le Bas
LÉFI, Université Lumière Lyon 2

Jon Sigurdson, *Technological superpower China*, Edward Elgar, 2005, 347 p.

L'ouvrage de Sigurdson arrive à point nommé pour analyser de manière détaillée le développement technologique et scientifique de la Chine, qui est devenue en 2003 la troisième puissance scientifique mondiale en termes de dépenses de R&D.

La Chine, qui compte pour un cinquième de la population du globe, est déjà bien connue en tant qu'"atelier du monde" : elle maintient, notamment grâce à un immense réservoir de main-d'œuvre à faible coût, un avantage comparatif dans des secteurs intensifs en main-d'œuvre. Cependant, et le gouvernement chinois l'a bien compris, il convient de transformer ces avantages comparatifs éphémères en capacités de développement plus durables. Avec, notamment, le vieillissement attendu de la population chinoise (dont l'âge moyen va passer de 32 ans aujourd'hui à 45 ans en 2040), la Chine ne bénéficie que d'une "narrow window of opportunity", selon les termes de l'auteur, pour mobiliser une main-d'œuvre jeune et dynamique et assurer sa transition vers une économie fondée sur la connaissance et l'innovation.

L'ouvrage aborde de manière très pragmatique les différents aspects de ce développement technologique : la politique technologique chinoise et le développement du capital humain, le rôle des investissements directs étrangers (IDE) et des entreprises dans la montée en gamme des

spécialisations productives et l'apparition de réelles capacités technologiques, une présentation approfondie de certains secteurs clés (technologies de l'information et des communications, industrie spatiale et de défense, biotechnologies, etc.), ou encore les aspects géographiques du développement technologique (systèmes régionaux d'innovation, le cas de Shanghai en tant que "knowledge city"...).

Les progrès de la Chine dans les domaines de la science et de la technologie relèvent avant tout d'une politique volontaire du gouvernement. De nombreux programmes de développement ont été impulsés depuis les années 1980 : "Key Technologies R&D Programme" en 1982 pour tenter de concentrer les ressources dans les domaines technologiques, "Spark Programme" en 1986 pour développer l'économie rurale, "High-Tech Research Development Programme" en 1987, "Torch Programme" en 1988 qui permettra de créer une cinquantaine de parcs scientifiques et industriels, "National Key Basic Research" en 1997 pour la promotion de l'innovation, etc. En même temps, l'Etat a pu laisser une place majoritaire au secteur privé, alors qu'il contrôlait encore au début des années 1980 la totalité des dépenses de R&D.

La politique de formation a également connu de profondes transformations depuis une vingtaine d'années. En 2002, 9 millions d'étudiants étaient inscrits à l'université (contre 400 000 en 1978) et près d'un million de diplômés en science et ingénierie sortent des universités chinoises chaque année (voir aussi sur ce plan Schaaper, 2004). Dans les régions chinoises les plus développées, les grandes universités (comme à Shanghai ou à Beijing) forment le creuset d'activités scientifiques et de R&D domestiques, favorisant la venue de firmes chinoises et étrangères et la création de réseaux locaux d'apprentissage et d'innovation.

En résultat, le pays connaît, et ce malgré un PIB par tête encore limité, une forte progression des secteurs intensifs en capital humain et technologique, faisant apparaître une montée en gamme des spécialisations productives (voir Catin, Luo et Van Huffel, 2005). Les IDE ont sur ce plan joué un rôle moteur. Dans des secteurs intensifs en technologie comme ceux des photocopieurs, des ordinateurs, des équipements de communication ou des circuits intégrés, la part des entreprises étrangères représente plus des trois-quarts de la production industrielle totale.

Les IDE dans les activités de R&D sont aujourd'hui en forte croissance. Selon Sigurdson, la Chine peut être considérée comme le premier pays en développement à pouvoir attirer tout le ventail des fonctions de R&D des firmes multinationales. La Chine, qui avait accueilli en 1993 son premier centre de R&D de grand groupe étranger (celui de Motorola), en compte aujourd'hui 700 (Motorola en possède 18). Les activités de R&D étrangères se concentrent dans les secteurs des technologies de l'information (67 %), de la chimie (11 %), de l'automobile et le biomédical (5 %). Les activités de recherche des groupes transnationaux ne sont pas seulement installées dans le but de faciliter l'adaptation aux marchés locaux mais font partie intégrante de leur effort général d'innovation : la Chine peut offrir en la matière une main-d'œuvre très qualifiée, des chercheurs, des ingénieurs à relativement moindre coût. Plus récemment, de grands groupes chinois ont pu se constituer avec

pour stratégie l'acquisition de branches entières d'activités de haute technologie. Fin 2001, le montant cumulé des investissements chinois à l'étranger s'élevait à 35 milliards de dollars. La cession récente de la branche PC d'IBM à Lenovo est à cet égard emblématique.

Un aspect particulièrement intéressant de l'ouvrage réside dans la mise en exergue du caractère très localisé du développement technologique chinois. Trois grandes régions étalées sur plusieurs provinces côtières semblent jouer un rôle majeur sur ce plan : le delta du Yangzi (Yangtze), incluant Shanghai et 14 villes des provinces de Jiangsu et de Zhejiang ; le Delta de la Rivière des Perles, dans la province de Guangdong, avec principalement Guangzhou (Canton), Shenzhen, Hong Kong et Macao ; la région du BoHai Rim, plus au Nord, incluant Beijing (Pékin), Tianjin, une partie de la province de Hebei et de Shandong. Ces trois régions comptent pour 3 % du territoire chinois, 15 % de la population, mais génèrent 45 % du PIB, les deux tiers des dépenses de R&D et plus de 70 % des échanges et des investissements étrangers.

Le succès des systèmes d'innovation régionaux repose notamment, selon Sigurdson (2005), sur (i) l'effort du gouvernement central pour fournir des ressources aux différents types de zones (parcs industriels, scientifiques, incubateurs) avec une forte implication des programmes technologiques et scientifiques nationaux ; (ii) les IDE et les relations technologiques croissantes avec les marchés internationaux favorisant les transferts technologiques et l'amélioration du capital humain. La formation de la plupart des clusters technologiques repose sur la concentration des firmes étrangères, mais un certain nombre font état aujourd'hui d'une activité de recherche domestique favorisant la venue de nouveaux types d'IDE (Catin et Van Huffel, 2006).

Shanghai est l'exemple typique d'un développement des clusters impulsé au départ par les transferts technologiques des firmes étrangères. Mais la métropole, en même temps qu'elle assure des fonctions financières, commerciales, administratives, est devenue aujourd'hui une "learning region" composée d'universités (l'université de Fudan compte 40 000 étudiants, 5 laboratoires nationaux, 57 instituts et 80 centres de recherche), d'un grand nombre de firmes de haute technologie attirant particulièrement les firmes étrangères et leurs fonctions de R&D. L'agglomération abrite par exemple en 2004 pas moins de 140 centres de recherche étrangers et compte quatre parcs scientifico-industriels orientés vers la valorisation des technologies avancées (nouveaux matériaux, technologies de l'information et de la communication, biotechnologies) et la diffusion de l'innovation. Shanghai concentre un tiers des projets de recherche scientifique nationaux et la production de haute technologie représente plus de 26 % de la production industrielle en 2003. Au centre même de Shanghai, la zone de Pudong compte 87 centres de R&D et 303 entreprises de haute technologie dont les productions représentent 42,6 % du PIB de la zone.

La description de l'environnement nécessaire au développement des activités technologiques et de R&D proposée par l'auteur l'amène logiquement à pointer les limites de la Chine pour accéder au statut de "super puissance technologique" et les défis qu'il reste à relever (on peut voir aussi

sur ce point l'article de Cao, 2004), notamment, la dépendance marquée de la Chine vis-à-vis de l'étranger dans les domaines scientifique et technologique.

La Chine devra fournir encore des efforts pour parachever sa transition vers une économie de la connaissance. Sur ce plan, le développement du capital humain sera crucial, pour permettre l'amélioration à la fois des capacités d'absorption des technologies étrangères et du potentiel de recherche et d'innovation domestique. Pour l'heure, la question soulevée par Sanjaya Lall en quatrième de couverture reste posée : la Chine est-elle seulement un très efficace utilisateur des technologies étrangères ou parviendra-t-elle à innover et à concurrencer l'Europe, les Etats-Unis et le Japon dans le domaine technologique ?

Christophe Van Huffel

LEAD, Université du Sud Toulon-Var

Références

- Catin M., Van Huffel C., 2006, "Investissements directs étrangers et concentration des activités technologiques et de R&D en Chine", *Economies et Sociétés*, Série W, n° 1, 101-123.
- Catin M., Luo X., Van Huffel C., 2005, "Openness, Industrialization and Geographic Concentration of Activities in China", *World Bank Policy Research Working Papers Series*, n° 3706.
- Cao C., 2004, "L'industrie chinoise face au défi technologique", *Perspectives chinoises*, n° 83.
- Schaaper M., 2004, "An Emerging Knowledge-based Economy in China? Indicators from the OCDE Database", *STI Working Paper*, OCDE.

Gary Paul Green, Steven C. Deller and David W. Marcouiller (eds.), *Amenities and rural development – Theory, methods and public policies*, Edward Elgar, 2005, 338 p.

Cet ouvrage regroupe des contributions présentées à une conférence sur les aménités et le développement rural qui s'est tenue à Madison durant l'été 2004. Il fait appel à plusieurs disciplines comme l'économie, la sociologie, la géographie et l'aménagement. L'ouvrage présente une grande variété de points de vue, aussi bien nord-américains qu'européens, sur les relations entre aménités et développement des zones rurales. La bibliographie est quasi exhaustive sur le sujet et l'ouvrage est un bon point de départ pour un étudiant ou un enseignant souhaitant aborder la question. Cependant, quelques références récentes³ auraient utilement complété cet ouvrage de synthèse.

³ Par exemple, les actes de la 90^e conférence de l'EAAE (Multifunctional agriculture, policies and markets: understanding the critical linkage, <http://merlin.lusignan.inra.fr:8080/eaee/website>) apportent un éclairage sur les développements récents de la fourniture d'aménités dans les zones agricoles ou les rapports d'évaluation des politiques de développement rural ou encore ceux des politiques des évaluations intermédiaires 2000-2006 du second pilier de la Politique Agricole

L'ouvrage aborde successivement les problèmes théoriques liés au concept d'aménités et en particulier ceux associés à leur offre et à leur demande (chapitres 2 à 5), développe les aspects méthodologiques et empiriques liés à la mesure de l'impact des aménités sur le développement rural (chapitres 6 à 13), puis aborde les défis posés par les aménités aux décideurs locaux (chapitres 14 à 17).

Trois points sont explorés dans Marcouiller et al.⁴ (chapitre 2) : une analyse rapide de l'évolution temporelle des demandes d'aménités selon un mécanisme à la Kuznets, une description approfondie des caractéristiques techniques présentées par les aménités comme facteurs de production et l'analyse d'une série d'études empiriques afin d'en tirer une première conceptualisation de la fourniture d'aménités. Les auteurs mettent en avant les relations souvent complexes entre revenu et demande d'aménités. Un point intéressant abordé dans ce chapitre est le caractère fixe des aménités, qui peuvent néanmoins faire l'objet d'exportation de biens et services via le tourisme et les migrants. Les auteurs proposent un premier schéma conceptuel liant les politiques de développement des zones rurales isolées et le niveau de bénéfice atteint, en distinguant la part liée aux aménités et celle associée aux biens traditionnels. Ce schéma est décliné selon la complémentarité ou la compétitivité entre les différentes productions liées à l'usage du sol.

Les caractéristiques des aménités mises en avant par les auteurs (les aménités naturelles seraient non productibles, irréversibles, soumises à une élasticité/revenu de la demande élevée et non délocalisables) sont discutables sur les deux premiers points : au sens strict, les aménités naturelles ne sont pas productibles par une activité humaine, mais les aménités valorisées le plus souvent sont de fait des aménités semi-naturelles, dont une partie est produite ou entretenue par l'homme. De façon similaire, l'irréversibilité des aménités dépend de l'horizon temporel retenu.

Le schéma conceptuel présenté gagnerait à être rapproché des modélisations réalisées par des économistes des ressources naturelles, dans une perspective dynamique (Rondeau, 2001), en tenant bien entendu compte des effets de compétition-complémentarité bien mis en évidence dans ce chapitre.

Dans le chapitre 3, Beuret et Kovacshazy rappellent la définition maintenant classique des aménités proposée par l'OCDE (attributs naturels ou façonnés par l'homme que le public apprécie indépendamment de toute fonction qu'ils pourraient avoir dans le processus de production). Les auteurs proposent une classification des instruments économiques de gestion des aménités rurales par les pouvoirs publics. Au-delà de ces instruments économiques, les auteurs rappellent que des conventions et des normes sociales s'expriment de façon différente selon les régions et les pays pour la gestion des aménités. Il existe un risque de substitution des instruments économiques à ces conventions sociales qui présentent un coût nul pour les pouvoirs publics et sont parfois très efficaces pour l'entretien des aménités. Les auteurs insistent alors sur les politiques

Commune soulignant les intérêts et limites de mise en valeur des aménités (voir : http://agriculture.maapar1.agriculture.gouv.fr/spip/ressources.themes.economiebudgetfinancement.t.financementdelagriculture.evaluationdespolitiques_a4339.html).

⁴ Disponible à l'adresse : <http://www.wisc.edu/urpl/people/marcouiller/publications/ard04v2.pdf>

reposant sur des actions collectives, prenant en compte la dimension géographique des aménités et susceptibles de renforcer leur contribution au développement rural. Ensuite, ils montrent comment il est possible d'exploiter l'image des aménités pour le développement et présentent différents exemples de mise en valeur des aménités rurales à travers le monde. Pour Beuret et Kovacsazy, le rôle des gouvernements est d'accompagner les initiatives locales plutôt que de les piloter d'en haut par la législation. Le texte, sous la forme d'un *survey* agrémenté d'exemples, permet d'avoir une idée générale de la mise en valeur d'aménités. Cependant, il aurait été utile de montrer les mécanismes fins à partir d'une étude de cas plutôt que de multiplier les exemples.

Après avoir rappelé puis décliné les principes d'équité (notamment intergénérationnelle) et de justice, Candau et al. (chapitre 4) analysent le cas des contrats territoriaux d'exploitation (CTE) (Loi d'orientation de l'agriculture de 1999) dans le département de la Dordogne. En appliquant l'indice de Gini à la signature des mesures agro-environnementales, les auteurs montrent la relative exclusion des petites exploitations du système. L'intérêt de cet article réside principalement dans la discussion du principe d'équité souvent mis en avant dans les politiques de développement durable mais rarement analysé en tant que tel. Toutefois, on peut regretter que l'analyse ait été menée à partir des données concernant seulement 2002. Étant en début de programme CTE, et en raison du rôle puissant des réseaux du développement agricole, les premiers signataires étaient logiquement les mieux dotés en foncier et en capital (ce qui était moins le cas par la suite : cf. les rapports d'évaluation précédemment cités). D'un point de vue théorique, l'analyse du débat sur la rémunération de l'existant aurait gagné à faire appel aux fondements de l'économie publique (renvoyant ainsi aux enjeux à gérer simultanément dans une politique publique des objectifs redistributifs et des objectifs d'efficacité économique et environnementale).

Le chapitre 5 aborde successivement chacune des caractéristiques des aménités exerçant une influence sur leur offre. L'auteur procède en opposant des catégories d'aménités : physiques/accessibles par rapport aux centres urbains, naturelles/sociales. En ce qui concerne la demande, l'accent est mis sur son caractère très changeant, en s'appuyant sur des exemples d'espaces réinvestis récemment et dont la valeur a fortement augmenté (cas des déserts, des plateaux isolés). Enfin, il tente de dégager les marges de manœuvre possibles du décideur public placé devant la difficulté d'ajuster offre et demande d'aménités. La richesse de l'analyse réside dans la distinction de différentes catégories de mécanismes par lesquels les aménités affectent le développement rural : touristes, résidents secondaires, retraités, immigration de jeunes actifs et relocalisation d'entreprises n'obéissent pas aux mêmes déterminants et n'impliquent pas les mêmes actions publiques. D'après lui, les initiatives de développement local basées sur la valorisation des aménités restent centrées sur les touristes et les résidents secondaires, répondant en cela aux développements théoriques de la base économique qui ignorent le rôle des aménités dans les migrations permanentes de jeunes actifs. D'un point de vue théorique, l'économiste régional regrettera que l'article séminal de Czamanski (1978) n'ait pas été rappelé et exploité : l'auteur avait intégré des interactions entre population et emploi au travers d'équations simultanées dans le cadre de modèles de la base. Plus récemment, Mac Gregor et al. (2000) ont même estimé

des multiplicateurs d'emploi associés à des variations d'offre (d'emploi) et de demande du secteur basique dans le cadre d'un modèle d'équilibre général. A l'heure où certaines régions et certains "Pays" français axent tout ou partie de leurs stratégies de développement sur "l'accueil", sur "les nouveaux arrivants", une comparaison des politiques locales ou régionales entre le continent européen et les Etats-Unis s'avérerait très certainement fructueuse. Les quelques exemples mis en avant par l'auteur sur l'attraction de retraités ou la valorisation d'espaces délaissés au profit de nouvelles activités de service (chasse par exemple) constituent sans doute autant de pistes de réflexion. Par ailleurs, le caractère très changeant de la demande d'aménités peut aussi inciter les acteurs publics et privés à une certaine prudence par rapport à la valorisation des aménités. Les engouements récents pour les paysages de désert en Amérique du Nord (comme d'ailleurs en Afrique du Nord pour l'Europe) encouragés par le développement de certaines technologies (comme l'air conditionné) sont à cet égard très révélateurs. Là encore, des perspectives de recherche (non signalées dans l'ouvrage) en termes de développement durable et de limitation des externalités négatives liées aux déplacements et à la gestion de l'énergie dans la valorisation des aménités seraient à mener tant en Europe qu'aux Etats-Unis.

La deuxième partie de l'ouvrage juxtapose des approches économétriques sur l'impact des aménités avec des études de cas dont la portée générale des conclusions n'est pas toujours facile à établir. Dans le chapitre 6, Shields et al., à travers une première analyse statistique descriptive puis à partir d'une estimation économétrique, cherchent à mettre en évidence l'importance de certaines aménités et de certaines caractéristiques économiques dans le choix de migration inter-comtés des ménages aux Etats-Unis. Il en ressort que la migration est principalement déterminée, du point de vue des aménités, par un climat hivernal doux ainsi que par la présence de services récréatifs. En ce qui concerne les caractéristiques économiques, l'analyse suggère que les ménages sont plus sensibles à la stabilité de l'emploi (taux de chômage bas et salaires élevés) qu'à une économie en forte croissance (taux de croissance de l'emploi). Enfin, toutes choses égales par ailleurs, il ressort que les ménages migrent plutôt vers des comtés proches de leurs comtés d'origine, ce qui laisse penser que les ménages cherchent à minimiser les coûts psychologiques liés au déménagement. Outre une démarche méthodologique claire et bien explicitée, le principal intérêt de l'article tient à son ancrage dans une problématique particulière : celle de l'immigration massive des comtés du Nord-Est des Etats-Unis. Dès lors, les auteurs cherchent à formuler des remarques concernant les implications de leurs résultats de recherche pour l'intervention publique. Cette analyse pourrait être affinée à partir d'une lecture des théories concernant les cycles de vie dans les migrations résidentielles et en différenciant, au sein de la population, des groupes en fonction des CSP, de l'âge et des revenus.

Dans le chapitre 7, Goe et Green différencient trois types d'aménités (naturelles, activités récréatives d'extérieur et attributs culturels et historiques) et deux dimensions du bien-être (bien-être absolu lié à l'allocation des ressources et bien-être relatif, après redistribution). Dans la partie empirique, chacune de ces variables est évaluée grâce à un indice composite. Les résultats de l'analyse montrent que les aménités sont davantage reliées à la dimension globale qu'à la dimension relative du bien-être. L'apport principal de cet article

consiste en la tentative des auteurs de mettre à plat les concepts d'aménités et de bien-être. Cet effort est suffisamment rare pour être souligné. Il constitue une étape fondamentale dès lors que l'on cherche à déterminer des indicateurs. Néanmoins, si l'analyse du concept d'aménités apparaît bien menée, faisant état des définitions existantes et des sources de débat, l'approche de la notion de bien-être pourrait être approfondie et davantage mise en discussion.

Le chapitre 8 (Dearien et al.) montre que les aménités locales (présence de zones sauvages, paysages agréables mais aussi faible criminalité, possibilité de loisirs dextérieur, etc.) sont un facteur au moins aussi important que les opportunités d'emplois sur les migrations vers le Nord-Ouest américain. Les auteurs accèdent à la thèse selon laquelle les gens viennent habiter dans une région pour des raisons non exclusivement monétaires et que les emplois les suivent. Ils montrent, dans un pays comme les États-Unis où la main-d'œuvre est très mobile, que la présence d'aménités est un facteur déterminant dans la décision de migrer. Cependant, on peut regretter une analyse statistique relativement simple, et la trop faible discussion sur la possible multicollinéarité des variables utilisées. Les auteurs proposent des prolongements en termes de modèles conceptuels sur la valeur culturelle des régions (cette valeur permettrait de maintenir la population en place en cas de crise économique passagère). À notre sens, il faudrait surtout creuser la relation entre différence de salaires et présence d'aménités (les secondes compensant des salaires relatifs plus bas) avec une analyse économétrique poussée.

Après avoir rappelé les principales controverses dont fait l'objet la relation entre aménités et développement économique, Deller et al. (chapitre 9) décrivent le modèle d'analyse dont ils se sont inspirés pour traiter la question (équations structurelles de Carlino et Mills). Sur le plan méthodologique, les techniques utilisées pour élaborer une métrique multidimensionnelle d'évaluation des aménités et intégrer les caractéristiques de la distribution spatiale des aménités dans l'analyse ne sont pas sans intérêt. Mais le principal apport méthodologique de l'article réside dans la technique mise en œuvre pour traiter l'incertitude attachée à la structure des relations existant entre aménités naturelles et développement économique. Cette technique (*Bayesian Model Averaging*) consiste à considérer différents modèles explicatifs comme des solutions complémentaires du problème à résoudre plutôt que comme des solutions alternatives, et à les combiner plutôt qu'à chercher à identifier le meilleur d'entre eux. En théorie, la capacité de prédiction de la combinaison de modèles élaborée selon cette technique est supérieure à celle de tout modèle entrant dans la combinaison, pris isolément. Toutefois, les auteurs donnent peu d'indications sur ce point. D'autres solutions possibles au problème traité n'ont pas été abordées dans ce chapitre : *multiple shrinkage Stein estimators* (George, 1986a, b, c) ; *Akaike's information criterion* (Buckland, Burnham and Augustin, 1997).

Dans le chapitre 10, Dissart et al. cherchent à évaluer l'impact de six types d'installations récréatives sur la croissance économique. Leur analyse suggère que la relation entre installations récréatives et croissance économique est loin d'être évidente et qu'elle dépend fortement du contexte régional. De plus, l'influence d'autres facteurs économiques (tels que la proximité des marchés) pousse plus encore à relativiser le poids des activités récréatives dans

le dynamisme économique des espaces ruraux. A l'heure où le tourisme et les activités récréatives sont souvent considérés comme de nouvelles opportunités de développement, cet article semble d'autant plus important qu'il invite tout décideur public à la prudence. L'un des principaux apports de cette analyse consiste en la prise en compte de l'hétérogénéité des espaces ruraux. Néanmoins, comme le soulignent les auteurs eux-mêmes, la construction d'un modèle économétrique plus complet pourrait ouvrir de nouvelles perspectives de recherche.

Considérant que l'achat d'une résidence secondaire constitue souvent l'étape préliminaire à une installation permanente au sein des espaces ruraux, Johnson et al. (chapitre 11) mettent l'accent sur l'impact positif de la proximité de la ville sur le développement de ce type d'hébergement au sein des espaces périphériques. A travers une première analyse statistique, les auteurs montrent que la croissance démographique au sein des espaces récréatifs est d'autant plus forte que nous nous situons à proximité d'une métropole, ce phénomène étant de plus en plus lié à la migration de personnes âgées de plus de 50 ans. Une deuxième analyse cherche, à partir d'une étude de cas, à préciser davantage le profil des résidents secondaires et des migrants, la motivation de leur localisation et l'importance de la proximité de la ville dans le choix de migrer. Il en ressort que le choix de la résidence est avant tout lié à la présence d'aménités et d'activités récréatives mais que la proximité de la ville constitue un élément clé, surtout en ce qui concerne les résidences secondaires. Cet article permet ainsi d'éclaircir davantage la question de la relation urbain-rural, en traitant non plus des migrations alternantes domicile-travail mais en partant de la fonction récréative des espaces ruraux. Cependant, l'analyse statistique, se limitant pour l'essentiel à relater l'évolution démographique des espaces récréatifs, selon leur proximité à une métropole, demeure largement descriptive. De ce fait, la construction d'un modèle économétrique analysant le jeu de la proximité urbaine dans la localisation des résidences secondaires constituerait un prolongement particulièrement pertinent. De plus, les auteurs abordent partiellement la question des impacts positifs (ex. : maintien des activités) mais aussi négatifs (ex. : effet de congestion) de ces nouvelles arrivées sur les espaces récréatifs, question qui mériterait d'être plus amplement traitée dans le cadre de futurs travaux.

La perception et l'attachement au lieu des habitants sont-ils similaires ou différents de celui des touristes ? Les auteurs du chapitre 12 ont mis des appareils photographiques à la disposition de 23 habitants de la ville de Jasper aux Etats-Unis. Les résultats montrent que les habitants s'attachent à des choses très variées : si les éléments naturels sont mis en scène dans la moitié des photos, l'autre moitié des photos concerne des éléments construits emblématiques de la vie sociale locale (bureau de poste, lieux de culte...). Les auteurs soulignent le rôle du temps long et des espaces de la vie quotidienne pour expliquer les formes d'attachement des habitants aux aménités locales. On regrettera que les auteurs ne citent pas d'autres travaux mettant des appareils photo à la disposition d'habitants (Michelin, 1998) ni des limites d'ordre sociologique (prise en compte des représentations) soulevées par la technique retenue.

Les cas concrets analysés dans le chapitre 13 parmi la littérature montrent le caractère ambigu des relations sociales entre résidents permanents et propriétaires de résidences secondaires, allant de l'attachement profond des résidents temporaires à leur communauté saisonnière jusqu'à la présence de résidents "touristes" qui viennent pour échapper aux problèmes de leur communauté d'origine. L'auteur décrit une enquête réalisée sur sa zone d'étude, enquête qualitative cherchant à étudier l'intégration et l'attachement des résidents temporaires à leur communauté d'accueil. Les résultats de cette enquête sont stimulants. L'auteur considère que les résidents temporaires habitent dans un monde intermédiaire (*grey world*) entre résidence et migration, en ayant développé des réseaux sociaux assez extensifs ainsi qu'un attachement fort à leur communauté d'accueil. Le point intéressant est le développement d'interactions sociales avec d'autres résidents temporaires mais aussi avec les résidents permanents. Toutefois, l'analyse s'enrichirait de comparaisons avec d'autres études de cas (encore peu nombreuses actuellement) pour tenter une conceptualisation plus approfondie, par exemple en mobilisant les travaux actuels sur le capital social (voir à ce sujet le numéro spécial de *Regional Studies*, Vol. 39, n° 8, 2005).

La troisième et dernière partie est très hétérogène. Dans le chapitre 14, Smith et al. s'intéressent à l'efficacité des politiques de planification spatiale en vue de concilier développement et protection de l'environnement. La méthode empirique repose sur un questionnaire adressé à 77 personnes résidant dans 5 comtés différents. Ces questionnaires ont pour objet de connaître l'appréciation des résidents sur l'efficacité des politiques de planification spatiale. Les personnes appartiennent à différentes catégories : résidents, acteurs économiques, agents publics, élus. Il ressort de l'analyse de variance les résultats suivants : les gens considèrent que les politiques de gestion de l'espace concertées (traduction de "comprehensive") sont les plus efficaces. Ils rejettent les politiques reposant sur des outils fiscaux nouveaux. Il n'y a aucune différence significative selon l'appartenance des répondants à l'un ou l'autre des comtés. Globalement, les résidents ont une assez mauvaise connaissance des politiques de planification spatiale.

Cet article ouvre des perspectives sur la perception des politiques de gestion de l'espace. Cependant, il repose sur une vision très relativiste de l'évaluation des politiques publiques. Ce parti pris est d'autant plus gênant que les auteurs ne définissent pas ce qu'ils entendent par efficacité si ce n'est par la perception et la représentation qu'en ont les habitants. De plus, les résultats des questionnaires ne sont pas confrontés avec des données statistiques ou géographiques, telles que l'évolution de l'occupation du sol, permettant de mieux apprécier la portée.

Le chapitre 15 (Jensen et al.) met en évidence que la perception de la perte d'aménités liée au développement (et à l'arrivée de nouvelles populations) est variable selon les catégories d'habitants. Globalement les résidents permanents se comportent comme les résidents ancrés (installés depuis longtemps) et les résidents secondaires comme les nouveaux résidents. Les nouveaux résidents et les résidents secondaires souhaitent la mise en place de politiques de gestion de l'espace (y compris de contrôle environnemental pour préserver les aménités) pour gérer la croissance, alors que les résidents

permanents et ceux ancrés souhaitent une plus forte croissance et ont moins confiance dans les politiques publiques pour gérer efficacement la croissance. Cependant, les appréciations des quatre catégories d'habitants ne sont pas complètement disparates ; en particulier, dans les zones les plus touristiques, les vues sont assez proches.

Les auteurs tirent de leur étude des implications politiques et des suggestions : il faudrait favoriser la participation des individus dans les politiques publiques et mettre en place des politiques "bottom up", en construisant pas à pas le consensus. Cependant, les auteurs soulignent l'importance pour le gestionnaire de bien identifier les acteurs participant à la concertation. Les implications politiques semblent très générales par rapport aux résultats de l'étude. N'aurait-il pas fallu s'assurer au préalable que les personnes enquêtées aient déjà participé à des processus de concertation pour la mise en place de politiques de gestion de l'espace ?

Le chapitre 16 proposé par E. Olson développe une analyse très stimulante sur le niveau pertinent de gestion des biens publics mixtes. Pour cela, il s'appuie sur l'exemple du foncier dans différentes situations. Il tente une synthèse des effets positifs et négatifs d'une gestion locale de l'aménagement foncier et de l'occupation du sol. Pour l'auteur, il n'y aurait pas de règles générales et dans une perspective de gestion publique, les cas des milieux urbains et ruraux seraient très différents. En zone urbaine, les critiques habituellement adressées à une gestion locale du foncier resteraient fortes (notamment la myopie du décideur local peu sensible aux questions globales) et porteuses de dérives en matière de ségrégation sociale (via la mise en place de règles sur la taille des logements, des terrains à bâtir, etc.). A l'inverse, en zone rurale, une gestion locale serait plus adaptée. L'auteur s'appuie notamment sur l'exemple d'une gestion locale réussie du foncier en zone "rurale" autour d'un lac dont les abords sont particulièrement prisés pour la construction de résidences ; la limitation des zones constructibles autour du lac ayant aussi permis de limiter son eutrophisation. Pour l'auteur, intérêts locaux (gestion prudente du foncier) et global (préservation de la qualité des eaux du lac) pourraient ainsi être conciliés. Dans un contexte français où la déconcentration des niveaux de gestion est, dans la plupart des analyses (du moins à destination du grand public), parée de toutes les vertus, une telle approche est particulièrement éclairante, même s'il est parfois difficile de suivre l'auteur dans certaines de ses conclusions ou de ses bases théoriques. L'auteur limite aux seules franges urbain-rural les questions de recherche sur ce sujet, qui aurait mérité des rappels sur les effets de débordement, l'envergure des biens...

Le chapitre 17 rédigé par Knickel et al. décrit le programme d'action régionale développé en Allemagne, sur une démarche *bottom-up*, dont l'objectif est la promotion d'aménités rurales. Une grande partie du chapitre est consacrée à une description d'actions prises dans le programme régional (sans que ces actions soient systématiquement situées avec précision dans leur contexte local).

Dans le chapitre 18 conclusif, Brehm résume les quatre points importants de l'ouvrage : la définition d'une aménité naturelle, les problèmes d'échelle lorsqu'une valeur est associée aux aménités, le niveau efficace de politiques de protection des aménités naturelles et le partage des coûts de cette protection

entre les différents acteurs. L'auteur met en avant la grande diversité de définition d'une aménité, en relation avec des facteurs culturels et insiste sur le fait qu'une aménité peut être identifiée de façon très différente d'une région et d'une communauté à l'autre, ce qui amène à concevoir des politiques adaptées aux contextes locaux (le passage d'une idée à l'autre est peut-être un peu rapide, dans la mesure où certaines aménités sont valorisées par des agents mobiles).

L'échelle à laquelle une aménité est identifiée et définie a aussi d'importantes implications pour la mise en œuvre de politiques, selon Brehm, en particulier lorsqu'il s'agit de qualifier les relations d'une communauté rurale avec les aménités naturelles locales. Plusieurs chapitres de l'ouvrage s'intéressent aux effets d'échelle et au poids du contexte local dans la protection de ressources naturelles, mais, étonnamment, Brehm ne cite jamais la notion d'effet de seuil (Muradian, 2001), qui est pourtant prépondérante en la matière.

Le troisième point concerne le niveau efficace de politique, qui permette une gestion des aménités naturelles compatible avec un développement rural. Ce point fait l'objet d'une controverse conceptuelle importante entre Etats-Unis et Europe, les premiers ayant leur politique environnementale sur des zones protégées (et donc sur un antagonisme entre production et protection) et étant très surpris devant la notion européenne de gestion agri-environnementale d'aménités semi-naturelles. Cet aspect n'est pas abordé dans l'ouvrage et mériterait des approfondissements.

Le dernier point aborde les questions d'équité et de justice, questions classiques lorsque l'on s'intéresse à la répartition de la charge de protection des aménités naturelles. Au-delà du traitement très classique de ces questions, le lecteur aurait sans doute apprécié une discussion sur des voies de développement permettant à la fois la protection des aménités naturelles et le développement rural.

En conclusion, l'ouvrage représente un bon point de départ pour un étudiant ou un chercheur débutant. Le spécialiste de la question sera intéressé plus diversement selon les chapitres. Il présente le grand mérite de donner les bases théoriques indispensables et des résultats de recherche encore peu connus par un public (même scientifique) large, notamment sur l'impact des aménités sur le développement local... impact pas forcément aussi important que pourraient le laisser penser certains discours actuels !

Références

- Buckland S.T., Burnham K. P. and Augustin N. H., 1997, "Model Selection: An Integral Part of Inference", *Biometrics*, 53, 275–290.
- Czamanski S., 1978, "A Model of Urban Growth", *Papers of the Regional Science Association*, 177-200.
- George E.I., 1986a, "Combining Minimax Shrinkage Estimators", *Journal of American Statistical Association*, 81, 437–445.
- George E.I., 1986b, "A formal Bayes multiple shrinkage estimator", *Commun. Statist. Theory Methods*, Special Issue on Stein-type Multivariate Estimation, 15, 2099–2114.

- George E.I., 1986c, "Minimax multiple shrinkage estimation", *Ann. Statist.*, 14, 188–205.
- Mac Gregor P., Mac Vittie E., Swales J., Ping Yin Y., 2000, "The Neoclassical Economic Base Multiplier", *Journal of Regional Science*, 40, 1, 1-31.
- Muradian R., 2001, "Ecological thresholds: A Survey", *Ecological Economics*, 38(1), 7-24.
- Michelin Y., 1998, "Des appareils photo jetables au service dun projet de développement : représentations paysagères et stratégies des acteurs locaux de la montagne thiernoise", *Cybergeo*, 65, <http://www.cybergeo.presse.fr/>
- Rondeau D., 2001, "Along the Way Back from the Brink", *Journal of Environmental Economics and Management*, 42(2), 156-182.

**Dominique Vollet, Olivier Aznar,
Nadine Turpin, Stéphanie Truchet,
avec la collaboration de Jean-Paul Bousset,
UMR Métafort Cemagref, Aubière**

El Mouhoub Mouhoud (dir.), *Les nouvelles migrations : un enjeu Nord-Sud de la mondialisation*, Universalis, 2006, 194 p.

Cet ouvrage à plusieurs voix porte sur un sujet d'actualité : les migrations internationales, leur évolution, leurs déterminants, leurs conséquences pour les pays du Nord comme pour les pays du Sud. Pour approfondir cette question, il réunit autour de El Mouhoub Mouhoud un ensemble conséquent de chercheurs français reconnus sur le sujet, qui tous contribuent aux avancées sur cette question. Cette conjonction de spécialistes permet à l'ouvrage de balayer un large éventail de questions. Dans un premier chapitre, El Mouhoub Mouhoud resitue les flux migratoires et leur évolution récente dans le contexte global de la mondialisation. Il montre comment, plus encore que les flux financiers et commerciaux, les flux migratoires constituent aujourd'hui une force importante d'intégration d'une partie des pays du Sud à l'économie mondiale. Dans ce contexte de mondialisation, l'analyse des migrations pose aujourd'hui trois grands types de question. En premier lieu, malgré des effets récents, les flux migratoires internationaux et les facteurs qui les déterminent sont encore mal connus. En second lieu, de nombreuses interrogations portent sur l'impact sur les pays d'origine ; et parce que ces pays d'origine sont très majoritairement des pays du Sud, ces interrogations sont liées aux problèmes du développement économique. En troisième lieu, l'impact sur les pays de destination, essentiellement développés, fait aujourd'hui débat.

Sur le premier point, le panorama des migrations dans les pays de l'OCDE par Jean-Pierre Garson permet au lecteur de connaître les caractéristiques essentielles des flux migratoires dont ces pays ont été

destinataires dans la période récente. Ce panorama est utilement complété par la présentation qu'El Mouhoub Mouhoud fait des nouvelles migrations en Europe, avec notamment l'importance croissante des migrations répétées. Sur le deuxième point, Denis Cogneau et Flore Gubert analysent la contribution des migrations à la réduction de la pauvreté. Celle-ci est faible, ne serait-ce que parce que les migrations à partir des pays du Sud ne sont pas le fait des plus pauvres ; et que si les envois de fonds des migrants représentent, avec l'investissement direct étranger, la principale source de financement des pays pauvres, leur impact reste difficilement mesurable. Ce point de vue est complété par celui de Jean-Christophe Dumont qui s'intéresse plus particulièrement aux migrations de travailleurs qualifiés ; des recherches récentes montrent que la fuite des cerveaux n'a pas nécessairement que des effets négatifs, la possibilité de migrer pouvant pousser à plus de formation, dont le pays d'origine peut en partie bénéficier.

Sur le troisième plan, Joël Oudinet rappelle que, contrairement à ce qui est souvent avancé dans le débat public, les pays du Nord tirent avantage des flux de migrants qu'ils accueillent et qui contribuent à leur croissance. Les conséquences négatives sur le marché du travail des pays d'accueil se limitent à certains types de travailleurs. Lionel Ragot se fait l'écho de travaux récents qui, dans la foulée du débat soulevé par les Nations Unies, analysent la contribution de l'immigration de remplacement à l'équilibre des comptes du secteur public, notamment les régimes de retraite. Les résultats sont mitigés, même quand on sélectionne les immigrés les plus qualifiés : une contribution modérée, plutôt positive à court terme, plutôt négative à long terme.

Ces analyses interfèrent avec les débats politiques sur la gestion des flux migratoires par les pays développés. Faut-il élever des barrières à la migration ? Faut-il sélectionner les migrants, donnant la priorité aux plus qualifiés ou à certains secteurs d'activité ? Faut-il mettre en place l'accueil de migrants temporaires et décourager les migrants permanents ? Tous les auteurs contribuent, chacun dans son sujet propre, à ce débat. Catherine Wihtold de Wenden y apporte de plus léclairage des sciences politiques. Elle permet au lecteur de faire le point sur l'évolution des politiques d'immigration sélectives, notamment depuis une vingtaine d'années.

L'ensemble de ces contributions est complété en fin d'ouvrage par deux contributions qui, sans porter directement sur le thème des migrations, permettent au lecteur de faire le point sur des questions directement liées à ce dernier : Eric Maurin fait un point sur les inégalités économiques dans le monde et leur évolution récente dans le contexte de la mondialisation ; Denis Cogneau et Sylvie Lambert font le point sur les principaux débats autour du développement des pays du Sud, des facteurs clés permettant de le favoriser, et de l'impact de l'aide des pays du Nord. On regrettera cependant que les auteurs de ces deux chapitres aient fait peu d'effort pour faire le lien entre le thème qu'ils présentent et la question des migrations.

Au total, il s'agit d'un livre bien fait et agréable à lire, qui permettra au non spécialiste de faire rapidement le point sur une question dont l'actualité n'est plus à démontrer. Les principaux problèmes sont abordés ; les auteurs posent clairement, chacun dans son domaine, les principaux éléments du débat. Les écueils souvent rencontrés dans les ouvrages à plusieurs voix sont clairement

évités : chaque auteur a une contribution clairement identifiable, sans dissonance forte avec les autres contributeurs, tout en maintenant l'originalité de chaque point de vue.

Hubert Jayet
MEDEE, Université de Lille 1

Ravi Kanbur and Anthony J. Venables (ed.), *Spatial inequality and development*, Oxford University Press, 2005, 412 p.

Depuis une quinzaine d'années, la nouvelle économie géographique (NEG), notamment, a apporté de nombreux éclairages théoriques sur les problématiques – largement interconnectées – des inégalités spatiales et du développement. L'orientation générale de la littérature aujourd'hui illustre la volonté de confronter les résultats des modèles aux faits. L'ouvrage de Kanbur et Venables s'inscrit pleinement dans ce cadre : 25 pays (en développement ou en transition pour la plupart) servent de support à des études de cas visant à proposer des éléments de réponse à quatre questions posées dans le chapitre introductif : qu'entend-on exactement par "inégalité spatiale" ? Quels sont ses déterminants ? Comment ont-elles évolué au cours de ces vingt dernières années ? En quoi la meilleure compréhension de ces inégalités est-elle importante et quelles sont les politiques économiques pertinentes pour les réduire ?

Qu'entend-on par "inégalité spatiale" ?

Les inégalités spatiales au sein d'un pays sont abordées dans la littérature sous différents angles : urbanisation, répartition géographique des activités économiques, disparités régionales de productivité et/ou de croissance, inégalités de revenu... L'ouvrage se concentre essentiellement sur ce dernier aspect, exceptés les chapitres de Davis et Weinstein portant sur les disparités de productivité entre les régions japonaises et de Rodriguez-Pose et Sanchez-Reaza sur les disparités régionales de croissance au Mexique.

Les trois premiers chapitres portent sur les problèmes de mesure des inégalités régionales de revenu. Aten et Heston cherchent en particulier à résoudre le problème des différences de niveau de prix entre régions. Elbers et al. montrent pour trois pays (Equateur, Madagascar et Mozambique) que, même à un niveau de désagrégation très fin, la grande part des inégalités est surtout le fait des disparités intra-groupes. Azzoni et al. tentent de dépasser les analyses de convergence basée sur le PIB par tête en utilisant des données au niveau des ménages.

Quels sont les déterminants des inégalités spatiales ?

Différents chapitres de l'ouvrage cherchent à évaluer l'impact des principaux déterminants des disparités spatiales mis en avant notamment par la NEG : rôle de la géographie, des infrastructures et des services publics, des économies d'agglomération et autres externalités.

L'analyse du cas péruvien par Escobal et Torero fait apparaître que les aspects purement géographiques (altitude, température, etc.) ont un impact direct limité sur les inégalités, mais peuvent influencer de manière indirecte la répartition géographique des infrastructures et des services publics, qui reste un des principaux facteurs de disparités. On peut également noter le rôle de variables "institutionnelles" : Te Velde et Morrissey montrent que les habitants des villes-capitales dans cinq pays africains (Cameroun, Ghana, Kenya, Zambie, Zimbabwe) bénéficient de salaires plus élevés que dans les autres villes.

Les tests réalisés par Davis et Weinstein sur les déterminants de la productivité dans les régions japonaises viennent également appuyer les résultats théoriques de la NEG quant au rôle des économies d'agglomération : la taille de la région, les liens amont-aval, le potentiel de marché et les externalités MAR (liées à la spécialisation) jouent de manière significative et positive sur la productivité.

Ravaillon montre à partir de données sur les ménages en Chine que le niveau et la composition de l'activité économique locale ont un impact non négligeable sur la consommation et la croissance des revenus des ménages agricoles. Il existe notamment des externalités inter-sectorielles entre les secteurs agricoles et non agricoles qui pourraient justifier des politiques de développement ciblées dans les régions sous-développées afin de générer des cercles vertueux de croissance et de diffusion des revenus.

Comment les disparités spatiales ont-elles évolué au cours de ces vingt dernières années ?

Si l'on s'en tient aux contributions présentées dans cet ouvrage, il semble que les disparités régionales tendent à s'accroître dans un grand nombre d'économies, notamment dans les pays en transition analysés par Forster et al. (République Tchèque, Hongrie, Pologne et Russie) et par Yemtsov (Russie).

Rodriguez-Pose et Sanchez-Reaza montrent, eux, comment la convergence régionale observée au Mexique à la fin de la période d'industrialisation par substitution aux importations a fait place à la divergence depuis une quinzaine d'années : depuis IALENA, l'écart s'est creusé entre les Etats riches du Nord qui profitent de leur proximité avec les Etats-Unis et le Sud en déclin. On peut remarquer que cette analyse masque un phénomène de rééquilibrage sur le plan de la répartition géographique des activités : le Mexique est entré dans une étape de développement où l'évolution des spécialisations productives (et la congestion croissante) a conduit Mexico à perdre un certain nombre d'activités manufacturières (pour se spécialiser davantage dans les services à haute valeur ajoutée) au profit de nouvelles régions urbaines-industrielles situées notamment dans les régions frontalières du nord du pays. Cela renvoie à la question (posée dans l'ouvrage mais malheureusement non traitée) de savoir si le phénomène d'accroissement des inégalités qui accompagne le développement est transitoire ou permanent. Cette question semble pourtant fondamentale dans la mesure où elle conditionne largement le type de politique d'aménagement à envisager.

Le cas de la Chine est particulièrement pertinent pour analyser le rôle de l'ouverture sur les disparités. Lin souligne que les disparités de salaires sont en forte croissance, et ce surtout depuis le début des années 1990 qui marquent une

nouvelle phase dans le processus d'ouverture du pays et l'explosion des investissements directs étrangers. L'objet du modèle de gravité proposé par Lin est de mesurer l'impact de la localisation (par des variables d'accès aux marchés et aux fournisseurs) sur les inégalités de salaires entre les provinces chinoises. La localisation géographique expliquerait ainsi respectivement 25 % et 15 % des disparités de salaire dans les provinces côtières et intérieures.

Quelles politiques économiques pour réduire les inégalités spatiales ?

Pour Kanbur et Venables, l'inégalité spatiale (inter-territoriale) ne contribue, globalement, qu'à un tiers de l'inégalité totale (inter et intra-territoriale). "*One-third is still quite big*", estiment-ils, d'autant plus si l'on retient l'hypothèse suivante : supposons que les caractéristiques des individus, telles que l'éducation, soit les mêmes entre les régions, l'inégalité inter-territoriale prend alors un caractère particulièrement inéquitable, et peut dépasser le simple aspect "contribution à l'inégalité totale" si le découpage spatial correspond à des cloisonnement ethniques ou religieux...

Sur le plan strictement économique, la nécessité de mieux définir des politiques de réduction des inégalités spatiales n'est plus à démontrer. Les choix de localisation sont associés à différents types de *market failure*, notamment en présence de forces d'agglomération qui peuvent conduire par exemple à des villes primatiales de taille excessive (voir, entre autres, les travaux de Henderson, 2004⁵). Le développement de nouveaux centres urbains ne peut se faire sans une coordination des politiques publiques afin de favoriser l'apparition d'économies d'agglomération.

Le rôle des migrations et de la mobilité de la main-d'œuvre est également central, même s'il n'est pas directement traité dans l'ouvrage. Les flux de population sont souvent insuffisants et informels (comme en Chine, du fait de restrictions institutionnelles à la mobilité) ou mal dirigés (lorsque les grandes villes ne parviennent plus à absorber les migrations rurales). La littérature, aussi bien théorique qu'empirique, a souligné depuis longtemps l'importance des politiques d'infrastructure, que l'on retrouve plus ou moins directement dans les contributions de cet ouvrage. Pour Friedman dans son étude sur l'Indonésie ou pour Christiaensen en ce qui concerne l'Afrique, les infrastructures doivent faciliter la réduction de la pauvreté dans les régions reculées qui bénéficient peu des effets de la croissance. Les modalités et les effets de ce type de politiques sont encore mal cernés (infrastructures de transport intra ou inter-urbaines, sur les biens ou sur les personnes...), et les analyses coût-bénéfice restent complexes à réaliser. L'amélioration du capital humain (qui participe d'ailleurs aussi bien aux inégalités inter que intra-territoriales) doit constituer une priorité des politiques de développement dans les régions défavorisées, et ce d'autant plus pour les pays en transition qui se doivent aujourd'hui d'appuyer leur développement sur une évolution de leurs spécialisations vers des activités plus "technologiques" qui nécessitent une main-d'œuvre qualifiée.

⁵ Henderson, J.V., "Growth and urbanization" in *Handbook of Economic Growth*, Aghion and Durlauf (eds.), 2004.

En fin de compte, l'ouvrage de Kanbur et Venables semble apporter plus de questions que de réponses. Il ouvre en tout cas un beau programme de recherche.

Christophe Van Huffel

LEAD, Université du Sud Toulon-Var.

Jean-François Huchet et Xavier Richet (coordonné par), *Gouvernance, coopération et stratégie des firmes chinoises*, L'Harmattan, 2005, 212 p.

Driss Guerraoui et Xavier Richet (dir.), *Intelligence économique et veille stratégique – Défis et stratégies pour les économies émergentes*, L'Harmattan, 2005, 279 p.

C'est un ouvrage très pragmatique sur les transformations de l'économie chinoise que nous proposent Jean-François Huchet et Xavier Richet. Il pointe, en s'appuyant sur des études de terrain, les facteurs de succès de ce qui est devenu l'"atelier du monde" : la forte concurrence au niveau régional et national, le désengagement progressif de l'Etat, la multiplicité des formes de régulation des activités et le rôle des firmes étrangères.

Les réformes successives engagées depuis la fin des années 1970 ont progressivement accru l'autonomie de gestion des entreprises d'Etat. Dans ce cadre, le renforcement de la concurrence semble être encore le principal facteur de réorganisation des firmes et de contrôle des comportements des dirigeants d'entreprise. Les nouveaux entrants (nouvelles entreprises collectives, entreprises privées et étrangères), en prenant des parts de marché, ont poussé aux restructurations et à l'innovation. Dans les secteurs moins exposés à la concurrence, les entreprises d'Etat ont très peu modifié leurs comportements, restent fortement imbriquées au système politico-administratif, et en général connaissent une baisse de leur rentabilité. Huchet et Richet rappellent que plus du tiers des firmes d'Etat enregistrent encore aujourd'hui des pertes qui ont été multipliées par 18 au cours des vingt dernières années. Les restructurations sont notamment freinées par un système bancaire laxiste (financement abondant et quasi gratuit) et par la décentralisation qui a conduit à une redondance d'activités sous protection des gouvernements locaux.

Huchet montre également comment l'efficacité des restructurations peut varier selon le dynamisme des régions. Dans les provinces du littoral, l'afflux massif d'investissements étrangers, le développement rapide du secteur privé et collectif rural ont favorisé la réduction du poids de l'Etat dans la production industrielle (moins de 40 %). Les créations d'emplois ont permis de compenser dans une certaine mesure le chômage lié aux restructurations. Dans les grands centres urbains comme à Shanghai par exemple, la vente des terrains a rapporté gros aux entreprises d'Etat qui, en se relocalisant à l'extérieur de la ville, ont pu se recapitaliser et investir dans de nouvelles technologies.

Le rôle des investissements directs étrangers est traité par Wang et Richet au travers du cas de l'industrie automobile. Cette industrie souffrait, comme d'autres, d'inefficacité du fait d'une duplication des activités sous protection des

gouvernements locaux. A la fin des années 1980, la volonté du gouvernement de créer trois grands groupes industriels a nécessité une ouverture aux producteurs étrangers. Aujourd'hui, 90 % des voitures sont produites dans le cadre de *joint-ventures*. Au-delà des problèmes liés au management de la distance culturelle (traitée par ailleurs dans un autre chapitre de l'ouvrage par Paturel et Su), cet exemple souligne l'impact direct parfois encore limité des investissements étrangers sur les performances des firmes chinoises : les partenariats procurent essentiellement une aide technique, sans réelles retombées sur le plan organisationnel et technologique.

En termes de restructuration et de rattrapage technologique, on peut renvoyer le lecteur à un autre ouvrage de Xavier Richet en collaboration avec Driss Guerraoui (Intelligence économique et veille stratégique – Défis et stratégies pour les économies émergentes). La montée en gamme de l'industrie chinoise doit s'appuyer, au-delà de la restructuration des firmes, sur l'émergence de systèmes d'innovation régionaux. L'Etat et les gouvernements provinciaux ont ici un rôle majeur à jouer, en créant notamment, comme dans le Guangdong, des centres d'innovation ancrés sur les districts industriels. Ces centres visent à promouvoir de nouvelles techniques (informatiques, productives, de gestion...) et assurer le rôle d'interface avec les organismes de recherche.

Dans ce dernier ouvrage, Richet et Wei se posent également la question suivante : l'exemple chinois peut-il être reproduit dans les économies émergentes ? Il y a là certainement un axe de recherche prometteur dans la mesure où le développement industriel de la Chine au cours de ces trente dernières années peut être considéré, globalement, comme une réussite. Les comparaisons restent cependant délicates du fait de certaines spécificités, voire des paradoxes du cas chinois : maintien du pouvoir communiste, développement réalisé largement en dehors des préceptes du "consensus de Washington", large réservoir de main-d'œuvre, environnement asiatique dynamique, etc.

En fin de compte, ces deux ouvrages, par leurs études de terrain, s'avèrent bien utiles, dans l'abondante littérature sur la Chine, pour saisir la diversité des réformes et de leurs conséquences en terme d'organisation et de gestion des firmes.

Christophe Van Huffel

LEAD, Université du Sud Toulon-Var

A. Guena, A.J. Salter and W.E. Steinmueller (eds.) *Science and Innovation. Rethinking Rationales for Funding and Governance*, Edward Elgar, 2003.

Aujourd'hui la recherche scientifique et la recherche technologique entretiennent des relations fortes. Un nouveau modèle des interactions entre Sciences et Technologie semble se dessiner. Elles se nouent, maintenant, au sein de "réseaux de connaissances scientifiques réparties" (*network of distributed knowledge*). Au sein de tels réseaux, opèrent à la fois le schéma classique (dit de *l'Open Science*) par lequel les scientifiques, en compétition entre eux, produisent des avancées dans les différents domaines scientifiques et

les diffusent – *via* des publications – à l'ensemble de la société, mais aussi, un nouveau schéma fondé sur "la négociation des échanges entre ceux qui développent le savoir (scientifique ou technologique). Cette "coordination" vient du fait que les nouvelles connaissances ne doivent pas être révélées (comme dans le schéma de l'*Open Science*) ou ne peuvent pas être disséminées. Cela signifie que certaines connaissances scientifiques ne sont connues et exploitées que par un nombre limité de personnes. Les réseaux qui relèvent de la connaissance "répartie" sont aussi sujets à des défauts de coordination, spécifiques à l'échange ou à la production de savoirs. En particulier, il se peut que certaines relations qui structurent les échanges au sein de tels clubs d'acteurs ne fonctionnent pas correctement. Une question essentielle que pose ce type de structure est de savoir si les connaissances scientifiques produites au sein de ces clubs sont diffusées à l'ensemble de la société ou restent privées mais collectives, c'est-à-dire ne circulant qu'au sein du réseau. Pour Guena *et al.*, dans la mesure où tous les acteurs qui peuvent faire usage de ces connaissances ne sont pas rationnés, il n'y a pas de pertes de bien-être social. On peut néanmoins se demander si d'autres agents (d'autres acteurs de la recherche) ne seraient pas intéressés, pour faire progresser leur propre recherche, par ces connaissances nouvelles diffusées qu'au sein du réseau. Certes ces connaissances produites par les réseaux sont pointues, spécifiques, peut-être peu transférables vers d'autres contextes. Il n'en demeure pas moins qu'il y a une restriction relativement à leur diffusion qu'on ne retrouve pas dans le modèle de l'*Open Science*. Cette propriété des réseaux de connaissances scientifiques réparties doit être mise en rapport avec le nouveau mode de production des connaissances (dit mode 2) pour lequel les connaissances scientifiques nouvelles naissent de leur contexte d'application (voir les travaux de Gibbons et ses collègues). Il diffère du mode 1, c'est-à-dire d'un modèle linéaire de la Science vers la Technologie⁶. Notons, au passage, qu'il y a également une restriction par rapport au système de brevet. Celui-ci impose la publication du descriptif de l'invention, qui est donc diffusé à l'ensemble de la société. Mais dans le cadre du système de brevet, le déposant reçoit le droit d'exclure les autres de l'usage des nouvelles connaissances technologiques produites. Le mode d'appropriation des connaissances, interne aux "réseaux des connaissances scientifiques réparties", reste privé (c'est-à-dire non public) mais collectif (et non individuel). Comment ces réseaux sont financés ? Comment sont-ils gouvernés ? Comment mesurer leur performance ? Quelles sont les relations entre les structures de recherche qui obéissent aux normes de l'*Open Science* et les structures de recherche fonctionnant selon les nouvelles normes propres à ces réseaux ?

Tel est l'arrière fond de cet ouvrage d'une grande richesse composé de 11 chapitres plus les commentaires d'experts aussi renommés que, notamment, K. Pavitt (malheureusement décédé), B. Stephen, C. Antonelli ou B. Hall. Je ne peux dans ce compte rendu détailler la richesse de chaque contribution. J'ai

⁶ En complément de l'émergence du mode 2 on assiste aussi à une tendance plus forte aux collaborations et échanges entre organisations (y compris au niveau international).

choisi de donner ce qui me semble être le thème important de chaque chapitre (avec entre parenthèses les noms des auteurs) :

- Le nouveau rôle des universités (Ben Martin).
- L'action de groupes "concernés" par le changement technique et scientifique (Callon).
- La recherche interdisciplinaire et l'organisation des universités (Llerena et Meyer-Knahmer).
- Les résultats de l'enquête de la Carnegie Mellon concernant la contribution des universités à la recherche industrielle (Cohen *et al.*).
- L'évolution des politiques de la recherche en France (Llerena *et al.*).
- Une comparaison des systèmes d'innovation américains et européens dans les domaines des sciences de la vie.
- Une analyse des déterminants des performances des équipes italiennes de recherche en biotechnologie (Cesaroni et Gambardella).
- L'économie des coalitions de recherche (David et Keeln).
- La modélisation du fonctionnement des communautés scientifiques.
- Le financement de la recherche fondamentale : le choix entre le financement public et de nouvelles solutions (Swann).
- Les programmes publics visant à former des "clubs de recherche" (Foray).

Chacune des contributions fournit sa pierre à l'édifice plus vaste qu'est l'analyse du rôle des universités dans la production de nouveaux savoirs (y compris ceux débouchant sur des innovations) et celui des experts scientifiques dans la société complexe d'aujourd'hui.

Les transformations dans le mode de gouvernance de la Science⁷ constituent la source principale influençant les activités et l'organisation de la recherche scientifique. L'ancien modèle de gouvernance fondé sur l'action de l'État, le financement public, une grande confiance dans les projets des experts, l'idée que les réalisations scientifiques améliorent toujours le bien-être social prend fin dans les années 1980 (avec des "leads and lags" selon les pays). Le nouveau modèle de gouvernance se reconnaît à d'autres traits : plus d'*accountability*, la prise en compte des besoins des utilisateurs comme critère de financement de la recherche, la volonté d'accroître les performances industrielles nationales *via* les activités de recherche scientifique, le développement de l'évaluation des équipes et des chercheurs individuels, etc. Un des aspects les plus symboliques de la nouvelle gouvernance est que de nouveaux acteurs, agents, et organisations prennent maintenant une part beaucoup plus significative dans l'élaboration et le contrôle des décisions. Les parties prenantes ont maintenant des intérêts plus directs dans la conduite des activités scientifiques, le font savoir et veulent participer aux "affaires" de la science.

Dans ce contexte chercheurs et décideurs ont soutenu l'idée que puisque la recherche universitaire a un impact de plus en plus important sur les

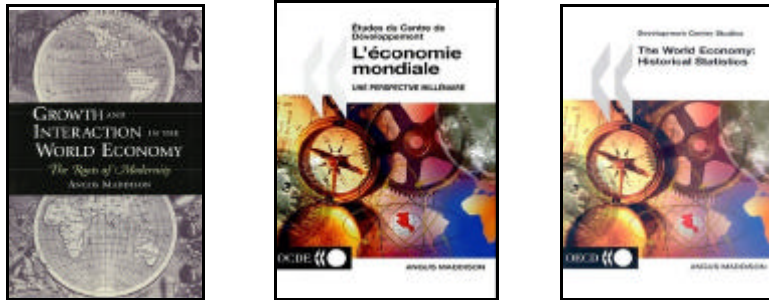
⁷ Dont Guena *et al.* donnent une définition intéressante : "la toile des institutions à l'intérieur comme à l'extérieur du domaine public qui déterminent les incitations, les normes sociales et les priorités de la recherche scientifique".

performances économiques de nombreux secteurs d'activité, des actions nouvelles doivent être entreprises pour favoriser ce type de comportement. Cela pouvant aller jusqu'à faire financer par les acteurs économiques une partie de la recherche dont ils utilisent les résultats. Notons, en premier lieu, que Guena *et al.* remarquent qu'il est loin d'être clair que cette recherche contractuelle constitue la part la plus importante des activités de connaissances des universités. On manque certainement d'études quantitatives permettant d'opérer des comparaisons et des évaluations⁸. En second lieu il n'est pas évident de déterminer *a priori* ce qui "applicable", ce qui peut déboucher sur des résultats économiques. Toujours est-il que les auteurs sans exclure de tels financements, en appellent à modifier le système de gouvernance de manière à mettre en place de nouveaux mécanismes de financement (lesquels ?). Par ailleurs, le concept de réseaux de recherche (dont on a vu qu'il était constitutif d'un nouveau modèle de fonctionnement de l'activité de recherche) est lui-même objet d'un examen critique. En remarquant qu'il serait contreproductif de formaliser de façon rigide ("overformalize") les liaisons université-industrie, Guena *et al.* voient plutôt comme une question de politique essentielle de savoir bien "manager" ses réseaux de manière à produire des résultats. Ce qui n'exclut pas, loin de là, le financement public qui peut être préférable aux solutions de "clubs". Dans cette problématique le travail de Swan doit être relevé. Il montre, sur la base d'une modélisation aux hypothèses assez générales, que lorsque les bénéficiaires de la recherche sont géographiquement (spatialement) proches (avec peu de bénéficiaires dans d'autres régions), alors la solution du club peut être retenue (ce qui est typiquement le cas de la recherche appliquée). En revanche, plus la recherche est fondamentale, et lorsqu'il y a un grand nombre d'innovations et d'importantes relations intersectorielles Science-Technologie, la solution du financement public est préférable. On peut, ce contexte étant, se demander si la nouvelle politique française des pôles de compétitivité constitue une réponse adaptée à ces enjeux.

Christian Le Bas
LEFI, Université Lumière – Lyon 2

⁸ Il se peut que des organismes internationaux, comme l'OCDE, disposent des données de ce type. En tout état de cause, quelque chose comme le *Manuel de Frascati* pour les activités de recherche des universités serait une avancée.

Trois ouvrages récents d'Angus Maddison



Angus Maddison, *Growth and Interaction in the World Economy, The Roots of Modernity*, The AEI Press, American Enterprise Institute, 2005; *The World Economy: Historical Statistics*, Development Centre Studies, OCDE, 2003; *L'économie mondiale, une perspective millénaire*, Études du Centre de Développement, OCDE, 2001

“There is nothing we lack. We have never set much store on strange or ingenious objects, nor do we need any more of your country's manufactures.”

Un officiel chinois, à Lord Macartney, envoyé de George III à la cour de l'empereur

Depuis 1981 et ses *Phases du développement capitaliste*, Angus Maddison s'est imposé comme l'empereur des statistiques historiques mondiales, dépassant largement un autre candidat à ce titre, le regretté Paul Bairoch (et ses fameuses "*Estimations de l'auteur*⁹"). Les ouvrages présentés ici ne font que confirmer cette domination sans partage. On ne peut qu'admirer le travail énorme réalisé par Maddison et l'éclairage extraordinaire qu'il fournit, tant aux économistes qu'aux historiens, aux sociologues qu'aux démographes, aux politologues qu'aux géographes, et au grand public en général. Car notre homme n'est pas seulement un maître des chiffres, il a également l'art de les utiliser, de les interpréter, de donner grâce à eux un sens au monde, avec ses outils d'économiste et son érudition d'historien, doté qu'il est, qui plus est, d'un solide bon sens bien anglo-saxon. Ce n'est certes pas lui qui serait séduit par les sirènes tiers-mondistes ou léninistes d'un André Gunder Frank, d'un Samir Amin ou d'un Immanuel Wallerstein : que du solide, que du logique, que des raisonnements étayés et sans faille !

Commençons par le plus court et le plus récent de ces ouvrages, une sorte de synthèse en 80 pages de texte d'une vie de recherche, et plus spécifiquement des deux autres ouvrages présentés ici. L'auteur passe en revue les différents

⁹ Selon Maddison : “Bairoch’s source notes were frequently cryptic and often cited “personal estimates” he did not publish. They were more exiguous for Asia or Latin America and his results for these continents must therefore be taken with a pinch of salt.” *The World Economy...* 2003. Dans *Une perspective millénaire* (2001), il est encore plus sévère : “Les données qu’ils citent (Bairoch et Lévy-Leboyer) pour ces régions (l’Asie et l’Amérique latine) sont essentiellement des estimations au jugé. Bairoch a toujours soutenu que le tiers monde avait été appauvri par les pays riches, et il a en fait fabriqué de toute pièce des arguments pour étayer cette hypothèse.”

coins de la planète, au crible du critère de l'enrichissement matériel : *pourquoi l'Occident s'est-il enrichi*, tout d'abord, *quand et comment* (I). Suivent un chapitre sur *les Amériques, transformées par les Européens* (II), puis sur *l'Asie, dans ses interactions avec l'Ouest* (III), et enfin sur *l'Afrique*, où l'auteur cherche à dessiner "*les contours du développement*" (IV).

Sur la première question, Maddison apporte des réponses classiques et libérales, le rôle du commerce, de la division du travail, des institutions, que n'auraient pas reniées Adam Smith, en remontant au plus loin. Landes et McNeill sont également cités comme proches de ses vues. Cependant, il s'oppose à l'interprétation répandue et commode d'une Europe occidentale sortant au XVIII^e du piège malthusien grâce à la révolution industrielle, et qui décollerait après des siècles de stagnation (point de vue développé en 1966 par Kuznets avec sa *croissance économique moderne*, et plus récemment chez Mokyr, 2002). Pour Maddison le processus d'enrichissement est beaucoup plus ancien, plus graduel, continu et cumulatif, il date du Moyen Âge, s'accélère avec la Renaissance et prend toute son ampleur au XIX^e siècle. La mondialisation par exemple a été, nous dit-il, plus rapide aux Temps Modernes qu'aux XIX^e-XX^e siècles : entre 1500 et 1820, le taux de croissance du commerce mondial est trois fois supérieur à celui de la production, contre un peu moins de deux fois entre 1820 et 2001. Les progrès techniques dans le domaine de la navigation à la fin du Moyen Âge sont pour notre auteur l'élément essentiel à l'origine de cette évolution, ils sont décrits de façon détaillée pages 21 à 27.

Il reprend également un vieux débat sur les niveaux de vie comparés de l'Europe et du reste du monde vers 1800. Contrairement à Bairoch, Braudel ou Pomeranz, Maddison considère que l'écart était déjà largement creusé en faveur des Européens, grâce aux progrès signalés plus haut, progrès à l'origine d'une multiplication par vingt du commerce international en volume de la fin du Moyen Âge au début du XIX^e, un commerce dont le continent européen est le centre, le principal acteur, et donc le principal bénéficiaire.

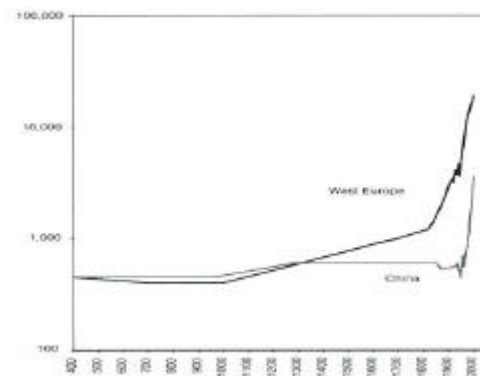
Le premier chapitre développe cette idée avec force chiffres et tableaux. Des données générales sont d'abord fournies, la plus frappante étant que lors du dernier millénaire, le revenu par tête a été multiplié par 14 (la production totale par 300), alors qu'il avait stagné pendant le millénaire précédent (la production comme la population avaient été multipliées par six). La durée de vie est passée en Europe occidentale de 24 à 36 ans entre l'an 1000 et 1820 (46 ans en 1900), alors qu'elle n'a pas augmenté ailleurs (24 ans en 1820, 26 en 1900). Le reste du monde n'a commencé à progresser et rattraper l'Occident en ce domaine qu'au XX^e siècle (64 ans en 2002 contre 79 ans pour les pays occidentaux : la durée de vie gagne 38 ans pour le reste du monde depuis 1900, contre 13 pour les pays développés).

La comparaison la plus sûre statistiquement est celle faite entre l'Europe et la Chine. À peu près au même niveau à la chute de l'Empire romain, les deux ensembles s'écartent ensuite, à l'avantage de la Chine, jusque vers 1300, mais à ce moment, au cours du XIV^e siècle, l'Europe, qui a entamé des progrès lors du beau Moyen Âge, à partir de l'an mille, va dépasser la Chine. En 1950, l'écart est à son maximum (des revenus par tête dix fois plus élevés en Europe), mais depuis les années soixante-dix, la Chine revient à marche forcée (voir graphique

n° 1). La comparaison fait irrésistiblement penser à une course de chevaux, avec ces termes de retour, de dépassement, de rattrapage, d'écart, etc., même si cela paraît d'une grande trivialité et heurterait tous ceux pour qui la croissance économique n'a aucun sens. Elle en a cependant, en dépit de tout ce que peuvent dire les apôtres de la décroissance, car elle est liée aux progrès sociaux et à la durée de vie, les progrès matériels ne peuvent que les favoriser.

Le chapitre fournit une sorte de synthèse des données complètes des deux autres ouvrages, véritables sommes statistiques, avec un résumé des progrès techniques, en matière de machinerie, d'énergie, de transports, et du progrès en termes de capital humain, au cours des deux derniers siècles, puis des progrès réalisés avant 1820, notamment au plan institutionnel (changement des mentalités vis-à-vis de la connaissance, progrès de l'entreprise et des libertés économiques, effets de la monogamie imposée par l'Église sur la succession et l'individualisme, avec aussi pour conséquence la destruction des liens de clans, des castes, des loyautés tribales, enfin division politique stable, les États-nations européens, stimulant la concurrence et l'innovation).

Graphique n° 1 : PIB/habitant (en \$ 1990) Chine et Europe occidentale (400 à 2001), dans Maddison (2005)



Le deuxième chapitre traite de la transformation des Amériques par les Européens, de 1500 à 1820. Dans un continent onze fois plus étendu que l'Europe et trois fois moins peuplé, l'impact de la découverte a été immense. Maddison nous rappelle des faits souvent oubliés : que les techniques précolombiennes étaient beaucoup moins avancées, pas de véhicules à roues, pas d'animaux de trait, pas de navires à voile, de charrue, ou d'armes élaborées. En dehors des civilisations andines ou mexicaines, l'Amérique était peuplée de cueilleurs-chasseurs, soit le stade paléolithique. En moins d'un siècle, les deux tiers de la population (environ vingt millions pour le total des Amériques avant Colomb) sont éliminés, principalement du fait des maladies apportées par les Européens, un taux de mortalité deux fois supérieur à celui de l'Europe de la Grande Peste au XIVe siècle. La repopulation du continent est le fait des conquérants : 8 millions d'esclaves africains arrivent entre 1500 et 1820, deux millions de colons. En 1820, du fait de taux de mortalité extrêmement

différents, on compte sur le continent 41 % de Blancs, 22 % de Noirs et mulâtres, 37 % d'indigènes et métis. Une destruction inouïe au départ, une repopulation et une renaissance économique sur des bases totalement différentes à long terme : nouvelles plantes (blé, riz, canne à sucre, vigne, olives, bananes, café, etc.), nouveaux animaux, nouveaux produits, nouvelles techniques, tout est chamboulé. La production totale en 1820 est le triple de celle de 1500, la population accrue de 60 %, le revenu par tête supérieur à la moyenne mondiale. Depuis 1820, 80 millions d'immigrants sont encore arrivés, et le continent américain est passé de moins de 4 % de la production planétaire à environ un tiers en 2001. L'auteur décrit ensuite longuement les différentes institutions apportées par les colonisateurs, espagnols, portugais, français, hollandais, anglais, avec leurs conséquences dans le développement plus rapide au nord¹⁰. Curieusement, les analyses de Douglass North sur les différences institutionnelles de l'Amérique latine et de l'Amérique anglo-saxonne ne sont pas utilisées ni citées en bibliographie¹¹.

L'Asie, qui fait l'objet du chapitre 3, est un peu dans une situation inverse à celle des Amériques : cinq fois plus peuplée que l'Europe, très évoluée techniquement¹², beaucoup plus éloignée géographiquement, et avec de grands États capables de résister (la Chine, le Japon, l'Inde moghole). L'auteur rappelle la pénétration portugaise et ses péripéties, puis celle de la Hollande et de sa grande compagnie, la fameuse VOC¹³, enfin de la France et de l'Angleterre. Ce qui frappe avant tout dans cette épopée, ce sont les conflits constants, non pas entre Européens et Asiatiques, mais entre Européens eux-mêmes, les guerres entre le Portugal et la Hollande, puis la Hollande et l'Angleterre, enfin l'Angleterre et la France, indice éloquent de la prédominance peu contestée de l'Europe qui à l'époque pouvait se payer le luxe de guerres intestines constantes sur les lieux mêmes de sa domination coloniale. Maddison contraste ces conflits avec le commerce plus pacifique qui régnait avant l'arrivée des Européens et aussi, une fois les conflits mercantilistes passés, dans la phase de libre-échange du XIXe siècle. Les réactions des différentes cultures asiatiques sont présentées,

¹⁰ Un seul exemple, significatif : "En 1776, on comptait neuf universités dans les Treize colonies britanniques pour 2,5 millions de personnes... Dans les colonies espagnoles, au Brésil et aux Caraïbes, la population dépassait 17 millions de personnes, mais il n'y avait que deux universités (à Mexico et Guadalajara), spécialisées en droit et en théologie."

¹¹ Comme le signale l'auteur, Adam Smith avait prévu les conséquences de ces différences institutionnelles sur le développement, à travers les aspects négatifs en Amérique espagnole (*Richesse des nations*, Livre IV, ch. VII, 2^{me} partie) : pression fiscale prédatrice finançant le clergé et la bureaucratie, contrôle des marchés, accaparement des terres.

¹² Ainsi Maddison nous indique qu'en ce qui concerne l'astronomie, la Chine du XVIe siècle était bien plus avancée que l'Europe, avec un service officiel, le Bureau de l'astronomie, qui avait une vision plus proche de celle de Galilée que de celle de Ptolémée, et notamment une conception moderne de l'infini. Les premières éclipses observées remontent à 1361 avant le Christ, à une époque où les Européens édifiaient des menhirs...

¹³ Elle représente entre 1600 et 1800 l'équivalent de toutes les grandes compagnies des autres pays européens engagés en Asie, en termes de marins, soldats, administrateurs, comptoirs, commerce... Par tête d'habitant, la capacité de transport de la flotte marchande hollandaise est 25 fois plus importante que celle des flottes anglaises, françaises et allemandes réunies !

avec notamment pour la Chine, un sentiment de supériorité à l'égard des Européens, dû à un passé technique bien plus ancien, mais qui va justement retarder l'adoption des techniques nouvelles : "Il n'y a rien dont nous ayons besoin" dit un officiel chinois en 1793 quand un envoyé de George III présente à l'empereur une variété de produits manufacturés et d'instruments scientifiques anglais¹⁴.

Reste l'Afrique, traitée dans le dernier chapitre. Un premier point, mal connu, est que l'Afrique noire connaît à long terme un dynamisme démographique bien plus fort que l'Afrique du Nord : la population y a été multipliée par huit entre le premier siècle et 1820, elle a augmenté seulement d'un tiers en Afrique du Nord dans le même temps. Également partagée entre le nord et le sud au début de notre ère, vers l'an 1, la population africaine se trouve aux 4/5 au sud du Sahara en 1820. Maddison attribue cela aux progrès de l'agriculture, pénétrant progressivement le sud au cours de ces deux millénaires, chez des peuples de chasseurs-cueilleurs. Le nord de l'Afrique était déjà peuplé d'agriculteurs depuis des millénaires, ayant connu la révolution néolithique bien avant, comme les civilisations du Moyen Orient, et donc les progrès y ont été moins sensibles dans l'époque considérée.

L'auteur prend ensuite les cas de l'Égypte et du Maghreb. À propos de la première, à l'époque des pharaons et des Ptolémées, et de tous les progrès qu'elle évoque, notamment l'invention de la navigation à voile, il nous rappelle un fait tout simple, c'est que le Nil, situé dans un axe nord/sud, avec des vents dominants venant du nord, facilitait la navigation dans les deux sens : vers le sud, les navires étaient poussés par le vent, vers le nord, ils étaient entraînés par le courant (*one could sail upstream and float downstream*). Là encore, la facilité de l'échange, du transport, du commerce, est un élément essentiel dans la prospérité légendaire de l'Égypte, grenier à blé de la Méditerranée et du Moyen Orient, produisant un surplus "*used to support a brilliant civilization*". Il nous décrit les liens anciens entre le Maghreb et l'Afrique occidentale, basés sur le commerce de l'or et du sel. Cette partie de l'Afrique, le Sahel, convertie à l'Islam dès le XI^e siècle, comportait des États puissants, tels l'ancien Ghana, le Mali et le Songhaï. Cependant, partout en Afrique noire, l'agriculture reste primitive par rapport à l'Afrique du Nord ou à l'Europe : pas de charrue, pas de animaux de trait, pas de véhicules à roues, pas de moulins, pas de propriété individuelle de la terre, pas de cultures sédentaires. Le résultat est un faible surplus et l'absence de véritables États organisés au sud du Sahel. L'esclavage est pratiqué partout, à l'intérieur, vers le monde arabe, puis les Amériques. La rencontre avec l'Europe est le fait des Portugais, qui installent leurs premiers établissements en 1445 en Mauritanie, puis en 1482 à El Mina (Ghana actuel), avant de rejoindre l'Inde en 1497. L'Afrique ne sera pas peuplée par les Européens à cette époque, contrairement aux Amériques, pour une raison très simple, et là aussi éclairante,

¹⁴ Le cas du Japon est ici intéressant, car ce pays est jusqu'à l'arrivée des Européens dans l'aire d'influence chinoise, dans l'Orient sinisé. À partir du XV^e siècle cependant les contacts avec les scientifiques hollandais de la VOC "*contribuèrent à détruire le respect des Japonais pour tout ce qui était chinois et accentuer leur curiosité envers les "choses" de l'Occident.*" Une différence qui peut expliquer son succès précoce en Asie.

c'est que les conditions y sont beaucoup plus hostiles : on est en fait dans une situation inverse, les Africains sont peu sensibles aux maladies européennes (contrairement aux Indiens), alors que les Européens souffrent d'une mortalité élevée du fait des maladies africaines (contrairement aux Amériques où leur mortalité est faible). En 1820, rapporte Maddison, on compte seulement 50 000 Européens en Afrique¹⁵ (la moitié au Cap), comparés aux 13,4 millions installés aux Amériques. L'apport essentiel des Européens est aux Temps Modernes celui des nouvelles plantes venues de l'autre côté de l'Atlantique (manioc, maïs, patates douces) qui au fil des siècles vont constituer l'essentiel de l'alimentation africaine. L'auteur ne s'engage pas dans la polémique sur les effets de l'esclavage européen et de la colonisation, il conclut sur l'idée que les principaux obstacles à l'accumulation du capital tant physique qu'humain en Afrique, au sud comme au nord du Sahara, résident dans l'absence de droits de propriété bien établis, la structure polygamique de la famille et les limitations très fortes aux droits des femmes.

Tableau n° 1 : Parts de la production mondiale (en %, Monde = 100)

	1	1000	1500	1820	1913	1950	2001
Europe de l'Ouest	10,8	8,7	17,8	23	33	26,2	20,3
Europe de l'Est	1,9	2,2	2,7	3,6	4,9	3,5	2
Ancienne URSS (terr. corr.)	1,5	2,4	3,4	5,4	8,5	9,6	3,6
Pays d'immigration europ.	0,5	0,7	0,5	1,9	21,3	30,7	24,6
dont États-Unis (ter. corresp.)	-	-	0,3	1,8	18,9	27,3	21,4
Amérique latine (ter. corresp.)	2,2	3,9	2,9	2,2	4,4	7,8	8,3
Japon	1,2	2,7	3,1	3	2,6	3	7,1
Asie (sauf Japon)	75,1	67,6	61,9	56,4	22,3	15,4	30,9
dont Chine	26,1	22,7	24,9	32,9	8,8	4,5	12,3
dont Inde	32,9	28,9	24,4	16	7,5	4,2	5,4
Afrique	6,9	11,7	7,8	4,5	2,9	3,8	3,3

Les données pour les périodes d'avant 1820 sont basées sur des estimations à partir de sources citées par l'auteur, voir Maddison 2003, HS-8 (ch. 8).

Les deux autres livres sont des publications de l'OCDE, sous forme de rapport statistique pour le plus récent (2003), sous forme d'une étude globale pour le second, paru en 2001, et si bien accueilli que l'auteur parle de *best-seller* à son propos. Ils forment des "*companion volumes*", se complétant l'un l'autre et ayant pour but de quantifier la population et la production mondiales à long terme, d'expliquer la réussite des pays riches, de recenser les obstacles au développement des autres et d'analyser les interactions entre les deux groupes. *L'Économie mondiale, une perspective millénaire* présente tout d'abord les grandes lignes du développement mondial en termes démographiques et de production depuis deux mille ans, avec des données uniques rassemblées en tableaux clairs, puis il aborde les effets du développement occidental sur les autres, sous forme d'une analyse historique approfondie (la République de

¹⁵ Avec la colonisation du XIXe et la découverte de la quinine, un afflux massif portera cette population blanche à 2,5 millions en 1913.

Venise¹⁶, le Portugal, l'Asie, les Pays-Bas, la Grande-Bretagne, les Amériques et l'Afrique) et termine par une présentation de la période récente : l'économie mondiale dans l'après-guerre. Plus de la moitié du volume est ensuite occupé par des annexes : statistiques de 1820 à 1998 (A), avant 1820 (B), chiffres pour 124 pays depuis 1950 (C), ex-pays communistes (D), emploi (E) et exportations (F). Graphiques, tableaux et données abondent, mais ni dans le corps du texte, ni même dans les annexes, ils ne font disparaître la rédaction, très complète et explicite, faisant en réalité de ce livre un manuel complet et vivant d'histoire économique, appuyé de données quantitatives sans équivalent.

Le livre paru en 2003 complète le précédent, approfondit certains aspects (sur l'Afrique et l'Amérique latine surtout) et le met à jour. Il est plus court et se limite davantage à des données, comme son nom l'indique, mais il n'est pas pour autant exempt de développements. Le premier chapitre (*The pioneers of measurement*) est ainsi très original : il fait un panorama historique de l'approche de la mesure statistique en économie et en démographie, depuis le XVII^e siècle avec William Petty et Gregory King, Boisguillebert ou Vauban, jusqu'au XX^e avec Colin Clark, Irving Kravis ou Simon Kuznets. Comme d'habitude, Maddison va au fond des choses, et son chapitre est un véritable cours sur les balbutiements des comptes nationaux jusqu'à leur assurance et côté indispensables actuels.

La suite de l'ouvrage est organisée par espaces géographiques et le dernier chapitre (HS-8) reprend les controverses avec Bairoch, Pomeranz ou Braudel. On trouvera dans le tableau n° 1 un aperçu statistique sur 2000 ans pour les principales régions du monde. L'ouvrage est extrêmement riche et on peut y suivre la production et la population de plus de cent soixante pays, année après année, constater ainsi, pour donner un exemple, que l'Argentine atteint en 1948 un niveau de vie équivalent à celui de la Belgique, plus élevé que celui de l'Italie, proche de la Nouvelle Zélande, plus de trois fois celui du Brésil et une fois et demi celui du Chili. Cinquante ans après, elle est descendue à 40 % du PIB/hab. de l'Italie ou de la Belgique, la moitié de la Nouvelle Zélande, 80 % du Chili, et est de plus en plus rattrapée par le Brésil (8544 \$ contre 5556 \$ pour ce dernier). À partir de 1950 en effet, le régime péroniste met en place une politique économique populiste et démagogique, entraînant l'Argentine dans une stagnation et un déclin économique durables. On voit l'importance des décisions politiques dans le fait qu'un pays qui avait atteint le niveau des pays développés au milieu du siècle, décroche et rejoint finalement les rangs du tiers monde. Il ne s'agit que d'un exemple entre cent, mais qui montre que cet ouvrage, joint aux deux autres, constitue un outil de travail absolument indispensable, tant pour l'économiste que pour l'historien.

¹⁶ Qui joue après l'an mille un rôle majeur dans le développement économique mondial, notamment en apportant des innovations institutionnelles fondamentales : "mise au point d'un système bancaire, de la comptabilité, du change et des marchés de crédit, création d'un système solvable de finances publiques et d'un service diplomatique compétent."

RÉFÉRENCES

- Bairoch P., 1997, *Victoires et déboires*, 3 vol., Gallimard; voir compte rendu dans *Région et Développement* n° 10, 1999.
- Braudel F., 1984, *The Perspective of the World*, Fontana, traduction du tome 3 de *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XVe-XVIIIe siècles : Le temps du monde*, Armand Colin, 1979.
- Kuznets S., 1966, *Modern Economic Growth*, Yale University Press.
- Landes D., 1998, *The Wealth and Poverty of Nations*, Little, Brown.
- Maddison A., 1981, *Les phases du développement capitaliste*, Economica.
- McNeill J.R. and McNeill W.M., 2003, *The Human Web: A Bird's-Eye View of World History*, Norton.
- Mokyr J., 2002, *The Gifts of Athena: Historical Origins of the Knowledge Economy*, Princeton.
- Pomeranz K., 2000, *The Great Divergence: China, Europe and the Making of the Modern World Economy*, Princeton University Press.

Jacques Brasseul
LEAD, Université du Sud Toulon-Var

